Communiqué de presse FSU

22 mars 2010

Les revendications au cœur de la grève !

Après des journées d'action et de grèves dans différents secteurs (justice, santé, petite enfance, Education...), demain ce sont tous les personnels de la Fonction publique qui sont appelés à faire grève et à manifester avec les salarié(e)s du privé dans un contexte de crise sociale aggravée (chômage en hausse, baisse généralisée du pouvoir d'achat, question cruciale des «fins de droits») et après des élections qui ont sanctionné la politique gouvernementale et marqué une forte aspiration à d'autres politiques.

Ils s'opposeront aux réformes régressives mises en œuvre par le gouvernement et porteront leurs revendications pour l'emploi, pour l'amélioration des salaires et du pouvoir d'achat de tous, actifs et retraités, et pour la défense des retraites.

Face aux suppressions d'emplois dans la Fonction publique par le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, la FSU met en garde le gouvernement qui cherche à faire croire qu'il serait possible de faire mieux avec moins d'effectifs alors qu'il fait le choix de moins de services publics pour les usagers !

Les conséquences sont déjà bien visibles: fermeture de tribunaux, d'hôpitaux, de classes et de filières, réduction du nombre de places dans les crèches, dégradation des services et des conditions de travail pour les personnels, remise en cause des missions et accroissement des inégalités...

La FSU dénonce la mise en œuvre de politiques d'individualisation et de concurrence entre personnels et services contraires aux missions d'intérêt général de la Fonction publique.

Elle demande l'arrêt des embauches de personnels précaires et non titulaires et un plan de titularisation ouvert à tous les non titulaires.

Lors de cette mobilisation, la FSU rappellera combien le pouvoir d'achat des 5 millions de fonctionnaires constitue un enjeu majeur tant du point de vue social qu'économique pour notre pays. Elle réclame l'ouverture de négociations afin de permettre un plan de rattrapage des pertes de pouvoir d'achat subies depuis 2000 (9% pour la valeur du point d'indice) et de revoir la question des bas salaires.

Concernant le dossier essentiel des retraites et pensions, les communications gouvernementales multiples privilégient l'allongement de la durée de cotisation en reculant l'âge de départ à la retraite et la remise en cause du calcul des pensions sur les six derniers mois ! La FSU rappelle qu'elle s'oppose à ces dégradations et défendra ses revendications pour maintenir, développer et améliorer le système des retraites et pensions.

La FSU appelle les personnels de la Fonction publique à être massivement en grève et dans les manifestations demain 23 mars.